

Fiche MDE-ENR 9

EXTINCTION NOCTURNE DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC

L'éclairage public est un service destiné à assurer la sécurité et le confort des usagers sur le domaine public. Il a pendant longtemps été vécu comme un signe de modernité et de développement. Ces 20 dernières années ont ainsi vu une forte augmentation du nombre des installations. Aujourd'hui, face à l'évolution progressive des consommations et des coûts associés, ainsi qu'à une prise en compte accrue des nuisances lumineuses, beaucoup d'élus s'interrogent sur la possibilité d'éteindre l'éclairage public une partie de la nuit.

Les atouts de l'extinction nocturne



Réduction de la facture d'électricité

L'extinction de l'éclairage public en milieu de nuit présente l'avantage d'être un dispositif simple, fiable et bon marché pour engendrer des économies d'énergies et financières. Ainsi, l'extinction de 5 à 6 heures par nuit réduit les consommations d'environ 50% et allège la facture d'électricité d'environ 40%.

Protection de l'environnement

L'extinction participe à la réduction des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre. Cette solution présente également l'avantage de limiter l'impact de la lumière artificielle sur l'environnement nocturne et d'améliorer le respect des rythmes écologiques, en réduisant les nuisances lumineuses pour les riverains, la faune et la flore.

Il n'y a pas d'obligation générale d'éclairer

« L'extinction des feux » pose la question de la responsabilité du maire à la suite d'un éventuel dommage. Des études juridiques, disponibles sur de-mande au SEHV, montrent que rien n'empêche de modifier les conditions d'éclairement, en mettant en place de mesures d'information, de signalisation et de sécurisation éventuelles, même si le risque zéro n'existe pas en la matière. Par contre, si la preuve d'un défaut d'éclairage par manque d'entretien devait être apportée, la responsabilité du maire pourrait être engagée.

Le pouvoir de police du maire : Art. L2212-2 du CGCT

L'éclairage public fait partie intégrale des pouvoirs de police du maire en vue d'assurer la sûreté et la commodité de passage dans les voies publiques. La décision d'éclairer ou non lui appartient, y compris la modification des horaires d'éclairement.

La norme EN 13201 relative à l'éclairage public, d'application volontaire, permet de déterminer les performances d'éclairement exigées en fonction des classes de voirie et des usages. Elle ne se prononce pas sur les critères justifiants ou non l'éclairage.

Les lois « Grenelle 1 » (Art. 41) et « Grenelle 2 » (Art. 173) ont mis en avant la nécessité de prévenir et limiter les émissions de lumière artificielle, qui entraînent notamment des nuisances lumineuses ou un gaspillage énergétique, tout en garantissant les objectifs de sécurité publique.

énergies service public 87
05 55 35 06 35

Liminaire

Alors que la transition énergétique est d'actualité, l'éclairage public est l'objet d'un important débat sociétal. Eteindre ou ne pas éteindre une partie de la nuit, une question que beaucoup d'élus se posent.
La décision d'extinction nocturne est une démarche communale qui s'accompagne de mesures de sécurité. Le SEHV soutient techniquement ses membres qui le souhaitent dans le cadre de cette démarche d'économie d'énergie.
Cette fiche fait le point sur les économies potentielles, ainsi que sur la responsabilité des maires en matière d'éclairage public.



Source : European Space Agency

Une décision communale qui s'accompagne de mesures de sécurité et d'information

Etude technique

Le SEHV soutient techniquement ses adhérents qui envisagent une extinction nocturne de l'éclairage public. En collaboration avec la mairie et l'entreprise de maintenance, il étudie les possibilités techniques :

- Vérification de l'état des armoires de commande.
- Proposition d'un devis pour une éventuelle mise en sécurité et pose d'horloges astronomiques.
- Estimation d'économies d'énergie générées par l'extinction.

Décision de la commune

La mise en œuvre de la décision se fait par une délibération du conseil municipal et un arrêté municipal précisant les horaires et les lieux des extinctions envisagées.

Information des usagers

Associer les administrés en amont permet d'adapter au mieux le temps d'éclairage aux réels besoins (horaires, week-end, saison, soirs de fête…).
Certaines communes ont procédé à des **expérimentations, enquêtes et référendums...**
Il convient d'**assurer une publicité suffisante** de la décision auprès des usagers : panneaux en entrée de la commune ou de la zone concernée, bulletin municipal, site internet, courriers, plaquette informative…

Mesures de sécurité

- Associer les services d'urgence (police, gendarmerie, pompiers)
- Prévenir des éventuels obstacles (matériaux réfléchissants pour baliser des îlots centraux, bordures…)

Une démarche globale : « éclairer juste »

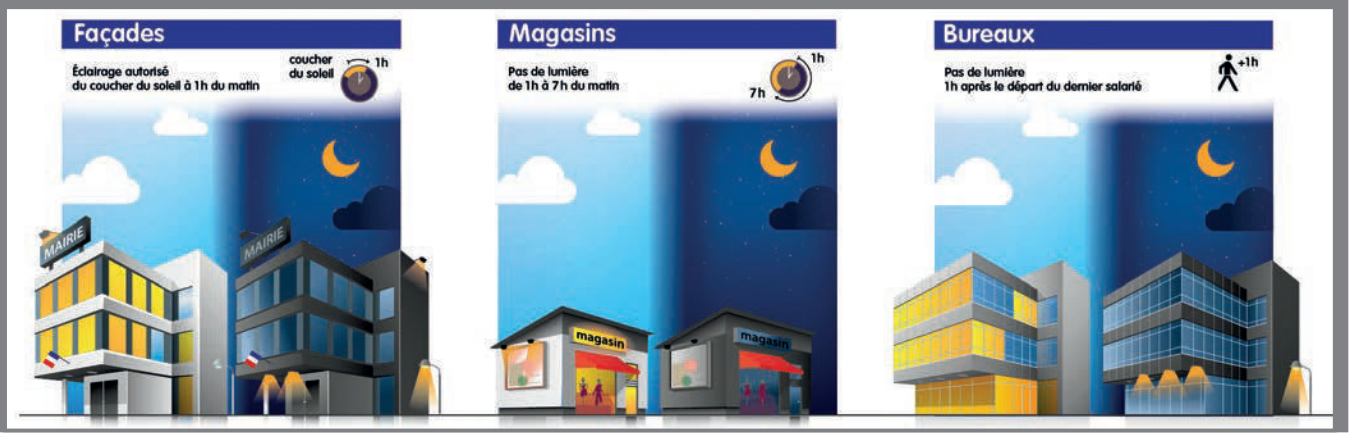
L'extinction de nuit est une action marquante qui permet de sensibiliser les citoyens aux économies d'énergie et aux nuisances lumineuses, de démontrer les engagements de la collectivité et de dégager des économies sur la facture d'électricité. Elle n'est cependant pas la seule solution et doit s'inscrire dans une démarche globale d'« éclairer juste », c'est-à-dire : où il le faut, quand il le faut, à un niveau d'éclairement adapté et avec du matériel performant. Il existe des solutions techniques alternatives (réducteurs de puissance, luminaires à LED avec détection de présence…) quand l'extinction totale présente trop de contraintes.

Comparatif des coûts annuels d'électricité pour différentes solutions d'éclairage (tarifs août 2013)

	Lanterne de 125 W BF	Lanterne de 70 W SHP	Lanterne à LED 40 W
Eclairage toute la nuit (4100 h/an)	67 €	40 €	19 €
Réduction de puissance 7 h par nuit	54 €	32 €	15 €
Extinction 6 h par nuit	38 €	23 €	11 €

ZOOM - Extinction de l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels

Depuis le 1er juillet 2013, les bureaux, commerces et bâtiments doivent éteindre les éclairages inutiles la nuit. Une circulaire du ministère de l'Ecologie fait le point sur cette nouvelle réglementation, dont il appartiendra aux maires d'assurer le contrôle. Sont logiquement exclus l'éclairage public destiné à éclairer la voirie, ainsi que les guirlandes lumineuses. Par contre, sont notamment concernés : les mises en valeur par la lumière des monuments et bâtiments, sauf dérogation. Pour plus d'info : **www.sehv.fr/Docs/Comm/DECRET.pdf**



© Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie